II. LA PSYCHOLOGIE SOCIALE EN DIALOGUE

Psihologia Socială, nr. 51(I)/2023, pp. 13-24

La construction des sciences sociales au Maroc au prisme du parcours d'une sociologue : *«Je préfère qu'on me nomme une personne qui réfléchit, qui analyse»*

Entretien avec Soumaya Naamane Guessous Par Grazia Scarfò Ghellab

Nous avons rencontré Soumaya Naamane Guessous, au sujet de la construction des sciences sociales au Maroc, à Casablanca, à son retour d'un voyage de travail au Québec.

Soumaya Naamane Guessous, est sociologue, professeure universitaire, écrivaine ; mais aussi experte consultante internationale en développement du potentiel humain et communication. Elle est une actrice incontournable de la sociologie au Maroc, pionnière dans la recherche sur les phénomènes liés à des thématiques 'tabou' comme celle de la sexualité des femmes. Elle travaille, plus en général, sur les conditions et les droits de la femme marocaine, sur les droits de la famille et des mineurs. Sur ces sujets, elle intervient dans des séminaires et dans les médias aussi bien au Maroc (voire par exemple ses «Chroniques hebdomadaires» sur le site d'information *Le 360*), qu'à l'international.

Après un doctorat de 3ème cycle en Sociologie, obtenu en 1985 à l'Université Paris 8 Saint Denis, elle devient, en 1986, professeure à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Ben Msick, de l'Université Hassan II de Casablanca. Par la suite, elle obtient le Doctorat d'Etat en Sociologie en 1996. Son travail de recherche sur le terrain est certainement ce qui caractérise le plus cette sociologue : elle le poursuit depuis le début de sa rentrée au Maroc en 1986, aussi bien de manière autonome que dans le cadre des activités du Laboratoire de recherche sur les Différenciations Socio-anthropologiques et les Identités Sociales (LADSIS), de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines d'Aïn Chock de l'Université Hassan II de Casablanca, dont elle est membre. Sa qualité scientifique est reconnue au niveau international : elle est membre du Conseil Scientifique de la Chaire UNESCO, Migration et Droits Humains, de la Commission Nationale Marocaine de l'Education, des Sciences et de la Culture de l'UNESCO ainsi que du Conseil Scientifique de l'Observatoire International du Couple, en France. Elle associe le travail de recherche à un engagement sans faille dans la société civile : membre fondateur de l'Association Marocaine de Sexologie ; membre fondateur et vice-présidente de l'Association Al jisr, partenariat école/ entreprise, ainsi que membre fondateur de l'association Riad El Amal (prise en charge des enfants de la rue). Parmi les nombreuses distinctions qu'elle

a reçues, nous ne citons que la nomination de Chevalier de la Légion d'Honneur par le président de la République Française (2015), la décoration par Mohammed VI, roi du Maroc, avec le Wissam Alaouite du Mérite National de l'Ordre de Commandeur (2009) et le Prix de l'Académie Française Arts-Sciences-Lettres (2009).

Ses ouvrages sont désormais des classiques de la sociologie marocaine et sont présentes et utilisés dans plusieurs universités du monde. Parmi les plus importants, citons : *Au-delà de toute pudeur* (1987, EDDIF), essai (best-seller) sur la sexualité au Maroc ; *Printemps et automne sexuels, essai sur la puberté, la ménopause, l'andropause et la vieillesse au Maroc (*2000, EDDIF) ; *Grossesses de la honte, étude sur les mères célibataires au Maroc et les enfants naturels* (2005, Ed. Afrique Orient) co-écrit avec Chakib Guessous ; *Les précarités au Maroc, concept et typologie* (2008, Ministère des Affaires sociales, Entraide Nationale) ; *Nous les femmes, vous les hommes*, Evolution des relations hommes/femmes (Tome 1, 2014, Ed. Marsam) ; *Femmes dans le Maroc d'hier et d'aujourd'hui* (Tome 2, 2014, Ed. Marsam) ; *Vous les hommes !* (Tome 3, 2016, Ed. Marsam) ; *Enfants en situation de rue. Sociologie et accompagnement à la réinsertion*, collectif avec Chakib Guessous (2019, Ed. Marsam).

A travers les propos qui suivent, Soumaya Naamane Guessous nous livre sa riche expérience en tant que chercheur et en tant que femme dans le Maroc rural et urbain ainsi que dans l'espace de la recherche universitaire. Être chercheur et femme n'est pas, encore aujourd'hui, une tâche de tout repos.

L'intérêt de cet entretien réside principalement dans l'analyse qu'elle nous propose du pourquoi le monde marocain des sciences sociales peine à faire sa place dans l'espace de la recherche national et international.

En bonne sociologue, elle met en exergue la complexité qui caractérise ce phénomène : d'une part, l'institution scolaire porte la responsabilité de ne pas éduquer les enfants, et puis les adultes, à la curiosité, au doute, et à toutes ces caractéristiques qui sont à la base du développement de l'esprit scientifique.

D'autre part, l'éducation familiale contribue de façon importante à maintenir 'les filles' dans un état de discrétion, de timidité, de peur, qui leur rend le terrain de recherche, si comparées aux hommes, encore plus difficile à affronter : «Tu ne peux pas faire de la recherche si tu n'as pas ce côté audacieux», précise Soumaya Naamane Guessous.

Le manque de moyens notamment financiers de l'institution universitaire est l'autre facteur responsable de la grande faiblesse des sciences sociales : «La recherche n'est pas du tout valorisée. L'université manque déplorablement de moyens et rien n'est facilité.», nous dit-elle encore.

Mais, comment pourrait-il être autrement quand nous constatons, grâce à son analyse, que les chercheurs, et les sociologues parmi eux, ne sont pas sollicités par les acteurs politiques et les décideurs ? Ces derniers sont justement ceux qui devraient mettre ces moyens à la disposition des facultés, des laboratoires, voire de l'institution éducative toute entière. Finalement, avec leur désintérêt, ils ne font que donner la dernière estocade à un espace déjà fortement fragilisé.

L'entretien :

GSG : *Je voudrais évoquer avec vous la question de la place des femmes dans la sociologie. Ce que nous constatons au Maroc est qu'un nombre considérable de filles sont de plus en plus attirées par la sociologie : leur inscription aux études de sociologie est*

spectaculaire. Mais, finalement, peu de femmes, comparativement aux hommes, parviennent comme vous à prendre une place à part entière dans la communauté scientifique et universitaire. Mais partons de votre expérience d'abord : comment avez-vous pu vous affirmer dans un milieu dominé par des hommes ?

SNG : Il faut dire que dans le domaine de la sociologie au Maroc il y a eu Fatima Mernissi et puis moi. Tu en connais d'autres de sociologues qui sont parties sur le terrain ? Quand je demande aux gens : «Qui vous connaissez comme sociologue ?», ils vous disent «Mohamed Tozy». Puis Hassan Rachik. Mais c'est tout. Il y en a d'autres qui ne sont pas connus parce qu'ils ne font pas du terrain ou parce qu'ils ne sont pas médiatisés. Ça fait mal au cœur. Avec tout ce qu'on produit dans les universités. On vient d'avoir les chiffres officiels : au niveau des effectifs des universités, nous avons 52% de féminisation dans les facultés à accès libre[1]. Et dans les écoles à accès sélectif on est à 57% de taux de féminisation. Mais ça donne quoi au bout du compte ? Et pour quoi la sociologie ne nous donne pas des personnes qui vont faire des recherches, des enquêtes ? En fait, il n'y a pas de relève au Maroc, parce qu'au Maroc l'enseignement n'apprend pas à être autonome ni à prendre l'initiative. Dès le départ on est fixé : il faut étudier, il faut faire du par cœur. C'est l'enseignement ! On n'est pas sur l'imagination, sur la créativité, sur l'innovation. Il faut réussir à avoir ses diplômes, c'est tout ! Et dans l'enseignement primaire – c'est là qu'on apprend l'autonomie, la curiosité – on ne les enseigne pas. Et même à la fac il y a des gens qui sont obtus et qui ne sont là que pour le diplôme. Pour travailler, pour la carrière, c'est tout. Ça c'est un premier aspect. L'autre aspect est qu'il n'y a aucun encouragement à la recherche. Au lycée on est censé donner aux élèves à faire de la recherche, autre que sur les livres ou sur internet. Il faut aller capter l'information. Moi je vois mes étudiants à la fac, deuxième, troisième année, quand je leur dis : «Allez me faire du terrain», ils sont complètement paniqués, c'est la panique totale ! Je suis à la faculté de Ben Msick et ils me disent : «Mais madame comment on va aller en ville ?». Par exemple, j'assure une matière : *Les grands mythes*. Alors je les envoie au Musée du Judaïsme, à l'église, la cathédrale Notre Dame. Et je les envoie également à la médina[2] voir ce qu'il y a eu comme lieux de culte et comme mythes. Et c'est la panique. Ce sont des jeunes qui vivent dans les quartiers périphériques. Beaucoup ne sont jamais arrivés au centre-ville ou à la médina de Casablanca. Tu te dis : «Mais qu'est-ce qu'ils faisaient les profs avant ?». Ils n'ont pas d'initiative, de curiosité et c'est la peur d'aller sur le terrain. Mais une fois que tu les accompagnes, ils reviennent en me remerciant. Je les rencontre quatre, cinq ans plus tard et ils me remercient seulement pour leur avoir permis de se déplacer en ville.

GSG : *Et cela vaut aussi bien pour les filles que pour les garçons ?*

SNG : C'est exactement la même chose. Je pense que les filles vont paniquer un peu plus parce qu'il y a l'autorisation des parents. Mais vu qu'elles sont obligées à y aller en groupe de quatre, ça les encourage un peu plus. Mais il n'y a pas cette curiosité. Et puis il y a la question des moyens. Tu sais ce qu'est la recherche. Parfois, je suis obligée de

1. La caractéristique de l'enseignement supérieur marocain est d'être constitué par deux composantes bien distinctes : les facultés à accès libre et l'enseignement à accès sélectif (écoles d'ingénieurs, de gestions et de commerces, instituts de technologie, facultés de médecine et pharmacies…). Ces institutions sélectives sont réservées de fait à une élite scolaire, alors que la grande masse des bacheliers s'inscrit dans l'enseignement à accès ouvert.
2. Partie ancienne de la ville en Afrique du Nord (note de l'éd.).

payer le transport à mes étudiants quand je les envoie capter l'information quelque part. Souvent les parents ne peuvent pas assumer. Mais, même s'ils ont de l'argent, ils ne sont pas préparés à chercher l'information, même au niveau de l'université, malheureusement. Et là on revient encore une fois à l'éducation, au fait qu'il faut oser, il faut avoir le courage d'aller sur le terrain, de questionner. Et même quand tu enlèves l'obstacle du manque des moyens – parce que c'est un obstacle – il faut encourager le fait de partir sur le terrain et cela ne se fait pas. Il est vrai que la sociologie est féminisée, mais les femmes cherchent souvent la sécurité. Elles ont peur. Il n'y a pas d'audace, qui est pour moi très très importante ! Quand j'envoie une étudiante voir les herboristes au *Jamaa* (la Mosquée) pour leur dire – et là on invente un scénario – qu'elle est par exemple amoureuse de quelqu'un qui est en Italie et qu'est-ce qu'elle peut faire pour le faire tomber amoureux d'elle, il faut du courage pour parler de ça[1] ! Et que ce soit à cause de l'éducation familiale ou de l'école, ce courage manque. Au contraire on apprend aux filles à rester discrètes, à ne pas se faire remarquer. Et c'est assez paradoxal : même quand on les envoie à l'école. Et ça, c'est contradictoire : tu ne peux pas faire de la recherche si tu n'as pas ce côté audacieux. Maintenant, c'est vrai que ce sont les hommes qui émergent – et ils ne sont pas nombreux eux non plus – parce qu'eux ils ont ce côté audacieux, ils peuvent ne pas avoir peur d'aller dans un souk [2] pour chercher l'information. Parce que moi quand j'ai commencé [*à faire de la recherche*] tout le monde me disait : «Fais attention ! », y compris ma mère. Non, pas mon père qui était l'un des organisateurs de la résistance armée[3], qui a fait beaucoup de prison dans sa vie, ça développe quand même l'audace. Mais ma mère qui était une *bourge*, me disait : «Attention, tu ne peux pas aller prendre la voiture et aller à la campagne, taper aux portes des maisons. Tu vas te faire massacrer par les autorités, violer par les hommes...». Donc c'est toute une représentation de l'autonomie de la femme qu'on pense qu'aujourd'hui elle devrait avoir changé – regarde, dans cet espace public, un café, regarde toutes ces femmes, seules. Mais demande-leur d'aller faire une enquête. Automatiquement on tombe sur la peur, sur le risque. Aller vers le public et poser des questions c'est savoir gérer le risque. Moi, dans mes premières enquêtes... ma première enquête je l'ai faite à la campagne dans la région de Mejjate[4]. Mon mari était médecin et faisait un remplacement à Oued Zem. C'est là que j'ai commencé à prendre ma voiture et aller dans toute la région. Parce que les marocaines dans le rural t'ouvrent les portes. Tu vas dans un *douar* (village rural), les gens te reçoivent. Mais il faut avoir de l'audace et savoir aussi faire taire ton égo. Parce que tu peux avoir des hommes qui te disent : «Qu'est-ce que tu fais là ? Tu viens dévergonder nos femmes ! ». Mais quel que soit l'accueil, moi je pense que si on forme les gens à gérer le risque et à avoir de l'audace, on aurait beaucoup plus de recherche sur le terrain. Moi, je l'ai fait parce que c'était un défi, c'était de la curiosité. Le système scolaire détruit la curiosité. Quand un étudiant lève le doigt pour poser une question et on le brime, sa curiosité est détruite. Ça commence à changer, surtout dans le privé. Mais finalement on vit encore

1. Ce type de terrain et de scénario s'inscrivent dans l'étude de rituels anciens et actuels, qui sont analysés dans le cadre de l'enseignement des «Grands mythes» que notre interlocutrice assure à la Faculté de Ben Msick de Casablanca au Maroc.
2. Marché, Bazar (n. éd.).
3. Il s'agit de la résistance armée contre le pouvoir colonial représenté par la France. Le protectorat français au Maroc a duré de 1912 au 1956 (n. éd.).
4. Mejjate est une commune rurale qui se trouve à une soixantaine de km de la ville d'Oued Zem. Les deux sont situées dans le centre-est du Maroc.

dans ce paradoxe. Moi, je me posais des questions, j'avais de la curiosité sur des questions que personne ne pouvait satisfaire. C'est aussi un peu de naïveté à un moment où tu penses aussi que tu peux changer le monde. Tu te dis : «Si je publie un papier sur ce sujet, peut-être je pourrai contribuer à changer cette situation.» Après tu te rends compte que tu ne peux pas changer grand-chose. Mais, en tout cas, tu as cette naïveté et cette motivation qui t'amène à chercher des réponses. Et c'est cela que je ne remarque ni au niveau scolaire, ni au niveau de l'éducation familiale.

GSG : *Donc, vous êtes partie sur le terrain. Très tôt. Mais, pouvez-vous nous raconter plus en détail comment êtes-vous devenue sociologue ? Qu'est-ce qui vous a le plus aidé pour embrasser une carrière dans la sociologie ?*

SNG : La socio, parce que je me suis toujours intéressée à tout ce qui est être humain, comportement de l'être humain, traditions. J'étais très jeune et je n'arrivais pas à comprendre. Moi-même, chez moi, j'ai vécu des paradoxes extraordinaires : ma mère est née en 1935. C'est une femme qui avait fait des études déjà à l'époque. Mon père était quelqu'un d'avant-gardiste, mais aussi de tradition. Donc c'était tout le temps entre la modernité et la tradition. Plein des paradoxes que je ne comprenais pas : par exemple, j'avais le droit de recevoir des amis garçons à la maison – des amis, pas des amoureux – mais on n'avait pas le droit d'être sur la porte de la maison. Si un ami sonne à la porte, il fallait qu'il rentre pour que les voisins ne voient pas que je suis debout devant la porte avec un homme. Donc, il y avait cette éducation un peu moderne que mes parents voulaient adopter à la maison, mais aussi qu'il fallait camoufler vis-à-vis de la famille de mon père et de ma mère. On a vécu dans ces contradictions qui ne sont pas faciles pour des *gosses*, pas faciles à comprendre : tu peux parler à ton père librement, mais quand tu es avec ton grand père tu te la boucles ! Et moi j'ai toujours eu la parole libre. C'était difficile de m'arrêter de parler. Ma mère m'a toujours dit : «Tu me fais souffrir avec ta langue». Parce que je n'arrivais pas à me taire. Et ma famille n'était pas contente, les hommes surtout. Comment une gamine peut tenir tête à son grand-père, à son oncle ? Et qu'est-ce que cela renvoyait à mes parents ? «Ta fille est mal éduquée ! ». Et donc quand j'étais seule avec mes parents je pouvais parler et quand il y avait un seul membre de la famille en plus il fallait que je me la boucle. Donc, ma génération a vécu compressée et tu ne pouvais pas comprendre. Et puis un jour tu te dis : «J'ai la force de parler ! ». Et là tu te dis : «Je m'en fous de l'environnement, de la famille, j'emmerde tout le monde ! ». Et quand j'ai commencé à travailler sur la sexualité, à Mejjate, j'ai travaillé pour mon mémoire de licence sur le sevrage – l'arrêt de l'allaitement – en milieu rural marocain. Et je me suis rendue compte que c'était lié à la sexualité, qu'il y avait des rituels, des traditions, des fêtes. Le corps qui était maternalisé on va le rendre un corps qui est de la maîtresse, de l'épouse, etc. Et je me suis rendue compte que les femmes parlaient facilement de leur sexualité et cela m'a encouragée à travailler sur ce sujet pour la thèse de doctorat. Ce qui m'avait le plus frappée est qu'au Maroc en principe on ne parle pas de sexualité. Il y a le «*hachouma*» (la honte), etc. Et finalement les femmes en parlaient tellement facilement qu'elles m'ont même choquée. Je voulais demander à une vielle femme si son mari l'embrassait et j'ai commencé à tourner autour de la question avec plein des formules de politesse. Et à un moment elle me tape sur l'épaule et me dit «Pourquoi tu es coincée ? tu veux savoir si on baise ? ». Avec moi personne n'avait jamais utiliser le mot «baiser» en arabe. Voilà encore les paradoxes : moi, la jeune femme, sociologue, qui revenait de Paris, coincée face à une vieille femme analphabète, rurale.

Et cela m'a encouragée. Et le terrain est si généreux, les gens parlent facilement. Il faut aller sur le terrain, il faut faire de la recherche.

GSG : *Vous ne parlez pas du tout d'une quelque forme de résistance que vous avez pu rencontrer lors de votre carrière, et surtout au début – nous étions dans les années 80 – de la part d'une certaine intelligentsia masculine ou plus en général de la part des hommes, sociologues ou pas.*

SNG : Malgré ce que l'on peut imaginer, je n'ai jamais rencontré de résistance. Bon, juste au début dans les années 80. Nous sommes dans la Commune[1] du quartier Aïn Chock, quartier très populaire à l'époque. La Commune m'a invitée à donner une conférence en arabe. Moi je suis incapable de donner une conférence en arabe classique et je devais parler en *darija* (le dialecte marocain). Donc, il fallait parler en arabe *darija*, devant une salle majoritairement masculine – parce que les femmes à l'époque n'allaient pas vers la salle de la Commune –, sur la sexualité. C'est facile pour moi d'en parler avec toi. Mais va le dire en *darija* et avec des hommes, dans une institution, dans les années 80. Je me suis lancée un défi, parce que les défis sont très importants. J'ai paniqué pendant des jours et des jours. La plus grande frayeur de ma vie. Il y avait mon père qui était invité parce que c'était à travers lui qu'on m'avait invitée. Il y avait mon mari et mes filles qui étaient toutes petites. Ils étaient à la première rangée. J'ai pris la parole et mes pieds tremblaient. Et un homme barbu avec le «tampon»[2] sur le front prend la parole et commence à dire un arabe : «*Ça suffit ! qu'est-ce que c'est ces femmes dévergondées qui veulent dévergonder nos femmes. Ça suffit* ! C'est une démarche «*haram*» (ce qui est péché).». La salle a commencé à bouger pour qu'il se taise. Ma famille n'a rien dit. Moi, j'ai pris la parole en disant de le laisser parler. Qu'on était là pour échanger. Et que moi j'aurais répondu après. Et là je lui ai dit que si lui il parlait au nom du prophète, il devait se rappeler que le prophète recevait tout le monde, les croyants et les non croyants, avec gentillesse. Je lui ai cité des «*haditha*»[3] de Boukhari. Le prophète accueillait les non croyants avec courtoisie, même s'il n'était pas d'accord avec eux. Alors, restons dans ce cadre de courtoisie auquel nous a habitués l'Islam. Cela l'a calmé. Une fois qu'il s'est rendu compte que je n'étais pas une mécréante – parce qu'avec eux ou tu es musulmane ou tu es mécréante – il m'a laissé parler. En plus, il avait dit avant que les femmes comme moi étaient contre le mariage, pour la fornication. Et quand j'ai repris la parole je lui ai dit que juste en face de moi il y avait mon père, ma mère, mes deux enfants et mon mari. Et à la fin – c'était quelqu'un qui saluait les femmes sans leur toucher les mains – il m'a demandé la permission de m'embrasser sur le front, il s'est excusé auprès de mes parents et de mon mari, il a embrassé les filles. Il s'est rendu compte de combien il avait été ridicule. Tout cela pour te dire que c'était la seule fois où je me suis sentie, disons, agressée. Et, au contraire, j'ai eu beaucoup d'acceptation de la part des hommes plus que de la part de certaines femmes. Des femmes qui en général appartiennent à un milieu très élevé, qui ne réfléchissent pas beaucoup et qui disent :

1. Aïn Chock est l'un des quartiers de la ville de Casablanca, au Maroc. Du point de vue administratif, Aïn Chock est aussi l'un des 16 arrondissements qui composent la commune urbaine de Casablanca. SNG en parlant de «Commune» se réfère alors plutôt à l'arrondissement.
2. Une marque qui est due au fait de poser le front par terre en faisant régulièrement la prière cinq fois par jour, comme prévu par l'Islam.
3. Les *hadiths* sont les recueils de tous les dires, faits et gestes de Mahomet. Avec le Coran, ils représentent le socle théologique et législatif de l'Islam.

«Ah, tu sais, tu as parlé de choses qui nous dérangent, comme les règles. Tu sais, ce sont nos secrets.». Mais j'ai parlé devant une très grande variété de profils : des analphabètes, des lettrés et je ne me suis pas sentie rejetée. Pourquoi ? Parce que je respecte beaucoup la culture sur laquelle je travaille. Je ne me prends ni pour le messie, ni, parce que j'ai fait des études, pour un donneur de leçons. Je me dis que si un comportement est là, il est le fruit de décennies, non, de siècles de comportements, d'attitudes, de rituels, de traditions. Il est justifié par un historique. Moi j'essaye de le comprendre et de l'analyser. Et quand ça fait du tort à la société, aux hommes et aux femmes, moi, j'essaye de faire en sorte que ça change. Mais je ne suis pas là pour donner des leçons et surtout je me dis : «Qui je suis pour le faire ? Et qui me dit que c'est moi qui ai raison pour certaines pratiques ? ». Moi je travaille sur un référentiel : l'Islam et les traditions. Et mes arguments je les puise dans l'Islam et dans les traditions. Et là les gens comprennent que ce n'est pas contre eux.

GSG : *Vous faites partie de cette première génération de femmes sociologues, universitaires qui ont porté intellectuellement le féminisme marocain en tant que mouvement. Pouvez-vous nous éclairer plus sur l'expérience académique et militante de cette génération dont vous faites partie ?*

SNG : Au Maroc on saute toujours des étapes : on est passé à l'antiféminisme, avant d'arriver au féminisme. Pourquoi ? Parce qu'il y a des termes, des concepts que les gens ne comprennent pas. Si tu es féministe au Maroc cela veut dire que tu t'acharnes contre l'homme pour lui prendre ses privilèges. Il faut expliquer aux gens c'est quoi une féministe. Mais de toute façon, les féministes sont mal vues au Maroc. Moi je travaille beaucoup sur les mots. Les mots sont très importants et surtout leur réception par les autres. Quand tu dis : «Je suis féministe», tu as un rejet de la part des hommes : «Tu es féministe, tu es contre moi, je te rejette». Est-ce que moi je me sens féministe ou pas ? Il y a des hommes qui sont féministes, mais moi, c'est un mot qui me dérange. Sincèrement. Moi, le féminisme, ça me dérange. Un mouvement de femmes pour acquérir leurs droits, pour combattre la discrimination, oui ! Mais ce mot me dérange parce qu'il y a une perception très négative de la part des marocains. Des fois on me nomme «Féministe musulmane». Ça me révolte ! Je ne suis pas une féministe musulmane. En revanche les mouvements féministes, j'y crois quand il s'agit de groupements intellectuels, associatifs, de femmes avec des hommes qui luttent pour les droits des femmes, pour abroger des articles de loi. Mais le mot «féminisme», pour moi, me gêne. Je trouve que c'est réducteur. Peut-être j'ai tort, mas c'est réducteur. Je préfère qu'on me nomme : une personne qui réfléchit, qui analyse. Voilà.

GSG : *Que reste t'il aujourd'hui de ce combat des années 70 et 80 ? Avons-nous avancé au Maroc ?*

SNG : De toute manière partout dans le monde, nous n'avons pas un pays où nous avons résolu toutes les situations. Je ne sais pas si on y arrivera un jour, mais où je vais, ça se termine toujours comme ça : «Mais finalement vous êtes comme nous ! ». Là à Montréal, ils disaient ça : «Vous êtes comme nous, le partage des rôles, la discrimination…». Sauf que, pour notre histoire, nous avons commencé un peu plus tard par rapport à l'Occident. Depuis l'indépendance du Maroc, en 1956, c'est là que nous avons commencé à faire des progrès. En 67 ans nous avons énormément évolué par rapport aux lois, aux pratiques, au niveau du rôle de la femme en tant que citoyenne. Il y a eu de très grands

progrès dans un laps de temps très réduit. Et c'est qui fait ces paradoxes dont on parlait. Mes filles, tes enfants, sont moins dans les paradoxes. Moi des fois je suis moderne, des fois traditionnelle, parce qu'il y a un référentiel, il y a des automatismes qui sont là. Mais c'est la nouvelle génération qui va vraiment vivre sans ces paradoxes, parce qu'elle est connectée, elle vit dans un Maroc moderne. On a beaucoup, beaucoup évolué : dans le statut de la femme, la relation homme/femme.

GSG : *Vous avez réfléchi et combattu sur et pour ça. Vous êtes une icône. Aujourd'hui dans le milieu intellectuel il y en a d'autres qui jouent ce rôle ou ça stagne ?*

SNG : Moi je suis un cas particulier. Tu ne peux pas imaginer combien de personnes m'arrêtent dans la rue en me disant que leur adolescence, que leur vie avait changé grâce à *Au-delà de toute pudeur* [1], Il y a des femmes qui me disent : «Je te dois beaucoup ! », et des hommes aussi qui viennent me dire : «Tu m'as appris des choses, etc.». Mais c'était aussi un moment où les gens lisaient beaucoup. Aujourd'hui d'icônes il n'y en a pas beaucoup. Aujourd'hui – et là je vais me faire taper sur les doigts – les universitaires ne se sentent pas investies de ce rôle. Parler de mission, ça serait prétentieux. A l'université – et là je parle de mon expérience à moi à partir de mon expérience à Ben Msick – il n'y a pas d'icônes. Parce que les profs viennent à la fac, font leur travail et ils s'en vont. Ils ne sont pas là pour écouter les problèmes des étudiants. Tout ce volet social n'existe pas à Ben Msick. C'est très rare. Et quant aux icônes, je pense que les Marocains manquent déplorablement d'icônes aujourd'hui et dans tous les domaines. Il y avait Abdelkarim Ghallab, Abderrahim Bouabid, M'hamed Boucetta [2]. Aujourd'hui va demander à des jeunes : «Qui tu connais dans le domaine politique ? ». Il va te dire : «Il y a Akhnouch[3] à abattre ! ». C'est tout. Cela ne veut pas dire qu'ils n'en existent pas. Il y a des hommes politiques qui valent. Heureusement, sinon le Maroc ne pourrait pas continuer à fonctionner. Et le bateau coulerait. Mais il existe une fracture entre la masse et …bon, je ne veux pas te parler encore des années de plomb. En tout cas, même l'éducation n'a pas joué ce rôle. Les vieux partis ont continué à travailler sans intégrer la jeunesse. Il n'y a pas eu de passation dans la politique, pas de relève politique. Il y a des mandarins, même au niveau de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) et de l'opposition, qui ont accaparé le pouvoir ; leurs discours sont restés ceux des années 60 et 70 dans l'opposition ; et cette opposition a joué un tel rôle qu'elle a dégouté les jeunes de la politique, écarté les jeunes de la politique. Et on n'a pas su intégrer le citoyen. Il y a donc un discours négativiste autour de l'implication du citoyen. Maintenant, internet est arrivé en galopant et s'est saisi de cette jeunesse. Et aujourd'hui on a des youtubeuses, des influenceuses. Toi tu me parles d'icônes, moi je te parle d'influenceuses. Moi, toi, ceux qui se sont impliqués on était des influenceuses et des influenceurs mais dans des domaines différents de ceux d'aujourd'hui. Les icônes sont délogées par des influenceuses et influenceurs. Sauf que les icônes d'hier se sont formées, ce sont spécialisées, et ne vont pas avancer une phrase sans être dans la rigueur scientifique. Alors que ces influenceuses et influenceurs sont des ignares, ils interviennent sur n'importe quoi et ils ont en face une jeunesse à qui on n'a pas appris l'esprit critique et qui va tout avaler. Et comment

1. S. Naamane Guessous, *Au-delà de toute pudeur*, 1987, EDDIF, Casablanca.
2. Militants nationalistes marocains ayant participé à lutte pour la libération du Maroc du protectorat français.
3. Aziz Akhnouch est le chef de l'actuel gouvernement au Maroc, nommé le 10 septembre 2021.

faire pour que ces influenceuses et influenceurs puissent devenir des icônes mais bien formées et qui donnent des informations correctes, qui soient dans l'esprit de la construction, de la citoyenneté, d'élever la jeunesse et non pas qu'elle soit sceptique par rapport à tout ce qui se fait dans la société. Le problème aujourd'hui c'est ça : comment montrer à ces jeunes que notre pays avance et qu'ils y croient. Moi, icône, je peux dire ce que je veux. Il suffit qu'il y ait un ignare, un abruti qui s'exprime contre ce que j'ai dit, et ça fait énormément des partages. Et ils vont avoir plus de crédibilité que moi.

GSG : *Je reviens aux sciences sociales et à la sociologie au Maroc : est-ce que s'affirmer dans le milieu de la recherche sociologique et plus en général en sciences sociales a été difficile ? Avez-vous rencontré plus de résistance parmi vos collègues ?*

SNG : On est en train de parler de la sociologie et des sociologues : il y en a très peu. Donc, il n'a pas été nécessaire de se battre. Des sociologues qui vont produire, qui vont sur le terrain, qui vont prendre la parole publiquement, il y en a très peu. Et qui vont donner leur avis... parce que dès que tu prononces une phrase, elle ne t'appartient plus. Elle devient publique avec tous les risques que tu peux avoir. Ce n'est pas évident. Moi, je n'ai pas beaucoup bataillé parce qu'il n'y en avait pas beaucoup autour de moi. Ce qui est sûr est que dans l'environnement dans lequel moi j'ai évolué et qui était particulier, je n'ai pas eu d'encouragements. Pas du tout. C'était quasiment l'indifférence par rapport à ce que je faisais. Je suis dans un département très particulier. En fait, quand je suis arrivée à la fin de mon doctorat, je suis allée travailler à la Faculté de Ben Msick qui n'avait pas la sociologie. Donc, j'ai travaillé dans un département de Littérature française, où j'enseignais le Développement personnel, la Sociologie des organisations, Les grands mythes, Les courants de pensée. J'ai toujours fait en sorte que la sociologie et ces matières se rapprochent. Donc, ma carrière universitaire a été très frustrante. Au niveau du département, il y avait les littéraires et les linguistes. Et quand il y avait la répartition des matières, je prenais ce qui restait. Ils me disaient «Tu n'es ni linguiste, ni littéraire». J'étais un peu le cheveu sur la soupe. Mais mon plus grand rêve était d'être professeure à la faculté et écrivain. Et donc j'ai résisté. J'ai résisté. Mais je n'ai pas eu une carrière très satisfaisante à l'université au niveau des collègues. Beaucoup de conflits etc. Et ce que je peux te dire d'autre est que je n'ai été jamais valorisée, ni au sein de mon département, ni au sein de la faculté où j'ai exercé. Je te donne un exemple : avant j'offrais mes livres à la bibliothèque (*de la faculté*). Et les gens ne le savent pas, mais nous on doit acheter les livres chez l'éditeur. Mes livres, je ne les trouvais pas à la bibliothèque. Je les offrais pour mes étudiants et je ne les trouvais pas après. Puis, j'ai pensé qu'il y avait un budget de l'Université pour acheter les livres. Je suis allée voir le vice-doyen et je lui ai dit : «Ce n'est pas normal ! Je suis prof à la fac. Mes livres font partie des programmes de plusieurs universités à travers le monde et les miens ne figurent même pas dans notre bibliothèque ?». Ce que je raconte a eu lieu il y a cinq ans. Après quoi je ne l'ai plus fait et je ne le ferai plus. De toute façon cette année je pars à la retraite. Et il m'a répondu : «Les livres qui sont dans la bibliothèque, ce sont les profs qui donnent les listes. Et les tiens n'ont jamais fait partie de ces listes.». J'ai répondu : «Attends, mais mes étudiants ont le droit de les lire et de trouver mes livres à la bibliothèque. Qu'ils soient des chiffons, peu importe. Laissez-les les lires et puis détruire ma pensée s'ils le veulent.». Jusqu'à aujourd'hui il n'y a aucun de mes livres dans notre bibliothèque. Cette année il me dit encore : «On voudrait te faire un hommage à la Fac.». J'y enseigne depuis 1986. Je lui ai dit : «Je n'ai pas besoin d'hommage. J'en ai eu, grâce à Dieu, assez dans

ma vie. Cependant je veux mes livres dans la bibliothèque ! ». A ce jours mes livres ne sont toujours pas à la bibliothèque. Cela pour te dire que j'étais dans l'indifférence ; j'avançais ; mais à aucun moment on m'a félicitée. Même quand j'ai eu des distinctions, personne ne m'a félicitée. Et je me suis toujours dit : «Ce n'est pas grave, j'avance ! ». Je voulais être prof à la fac et je m'éclate avec mes étudiants. Quand j'étais à Montréal certains de mes anciens étudiants sont venus. J'ai une vidéo avec eux sur FB. C'est là que je me dis que j'ai réussi ma carrière. Mais mes états d'âme au début… c'était difficile, parce que je m'imaginais le milieu universitaire différemment. Et je me suis rendue compte, qu'il était loin de ma réalité, de mon rêve. Et qu'est-ce que j'ai fait pour ne pas souffrir ? Je me suis mise dans une bulle : il y a moi et mes étudiants.

GSG : *Et aussi vos livres et vos lecteurs.*

SNG : Oui exactement ! Mais sincèrement c'était pour moi une grande déception l'université.

GSG : *Donc, ce ne sont pas des collègues hommes qui sont à l'origine de cette déception, de cette frustration ?*

SNG : Non, absolument pas ! C'était général ! C'était des personnes – il faut le dire – qui n'étaient pas des intellectuels et qui, au lieu de m'exploiter, ils m'ont rejetée. Exploiter mon réseau, par exemple. Alors que non, je me suis toujours sentie l'intruse dans ce département. Maintenant, ces sept, huit dernières années, il y a eu des départs à la retraite, d'autres recrutement et les choses ont commencé à changer. Mais malheureusement ça a changé quand moi je dois partir. Mais jamais je n'ai été bloquée parce que je suis une femme ou bloquée par des hommes. C'est clair. Je n'ai jamais ressenti ça.

GSG : *Pour conclure, quel état des lieux alors peut-on faire de la sociologie marocaine d'aujourd'hui ? des conditions et des pratiques des chercheurs marocains ? de la portée de leur insertion dans un monde où la recherche est de plus en plus globalisée ?*

SNG : On est dans un Maroc en pleine mutation, en pleine effervescence. Au niveau politique il y a plein de stratégies au niveau du rural et de l'urbain. Mais de l'autre côté on voit que le travail sur le terrain qui peut faire le sociologue n'est pas valorisé. Si l'on voit de la part de l'Etat toutes ces stratégies qui sont établies, très souvent elles ne font pas appel à des spécialistes. Oui, ils peuvent être des spécialistes, mais ce sont des économistes, des financiers, qui viennent établir des programmes pour cette ou cette autre région. Mais ils ne partent pas de la réalité du terrain. On importe parfois des modèles ou on réfléchit avec son propre référentiel. Et on gagnerait beaucoup à faire appel à des gens du terrain en sciences sociales, à des sociologues qui peuvent faire du terrain et ramener les besoins réels de la population. On ne peut pas faire aujourd'hui des programmes qui soient généralisés au niveau du Maroc sans tenir compte de la spécificité non seulement de la région, mais aussi du *douar* ou du quartier. Mais malheureusement il y a beaucoup d'énergie qui est déployée, des fonds, des budgets. Une fois que ces budgets sont dépensés, on ne fait pas d'études d'impact. Et là on est encore dans la sociologie et les sciences sociales : on devrait aider. Et on voit les dégâts, non pas à court terme, mais à long terme. Je vais te donner un exemple : aujourd'hui on a délogé les bidonvilles. C'est génial ! On a délogé des populations qui étaient à côté de la mer ou en plein centre-ville, qui avaient des loisirs à côté, et on leur a donné des logements dans des quartiers périphériques. Finalement c'est une population qu'on a ghettoïsée ! On les a éloignés du centre-ville et de leurs repères, on les a éloignés de tous leurs repères. Les

loisirs qu'ils avaient gratuitement, comme la mer ou aller à pied en ville – les gens n'ont pas l'argent pour les transports en commun – et ben, ils ne les ont plus ! Chaque fois que je passe dans ces ghettos, j'ai mal ! Pour mon pays et pour mes concitoyens. Et aujourd'hui on ne voit pas l'impact. Mais ce sont des bombes à retardement. On peut *benchmarker* sur ça : si on regarde les pays qu'ils ont ghettoïsé, ils sont en train de revenir sur leurs décisions, parce que ça a créé des dégâts incommensurables au niveau de l'économie, des populations. La sécurité aussi, de cette population et de la population globale. Mais on continue à ghettoïser. Et puis tu as des personnes qui sont devenues archi-milliardaires avec le logement social, et ce n'est pas normal. Et là aussi il faut faire une étude. Comment ça se fait que des entreprises qui sont censées aider la population à mieux se loger et qui rentrent dans une politique de réinsertion etc. qui deviennent archi-milliardaires ? Ça c'est le rôle de la sociologie. On aurait fait des études, on n'aurait pas ghettoïsé.

GSG : *C'est clair, on n'est pas sollicité par l'Etat. Mais dans notre bulle intellectuelle, universitaire, est-ce qu'on produit ? Est-ce qu'on fait du terrain ? Est-ce qu'on est connu à l'étranger ?*

SNG : Moi je me désole toujours : il n'y a pas assez de reconnaissance, il n'y a pas assez de moyens, il n'y a pas assez de liens avec d'autres universités dans le monde. C'est déplorable ! L'université ne donne pas les moyens qu'il faut aux chercheurs. Nous n'avons pas de bureaux à l'université. Avant j'invitais d'autres chercheurs, des personnalités. Je l'ai fait pendant mes cinq/six premières années d'enseignement et après j'ai arrêté. Les gens demandaient où il se trouvait mon bureau, le doyen ne se déplaçait même pas pour les saluer. Donc, au niveau des infrastructures de base il n'y a pas ce qu'il faut, c'est vraiment décevant ! Même au niveau des liens avec les autres universités étrangères, tu le fais sur tes frais. Et on a des budgets très très limités. Et ce n'est pas à l'enseignant de financer avec ses propres moyens le rayonnement de sa propre culture. La recherche n'est pas du tout valorisée. L'université manque déplorablement de moyens et rien n'est facilité. Moi j'ai vu des enseignants se bagarrer pour un billet d'avion. Mais se bagarrer vraiment, avec des insultes. Donc, on n'a pas l'environnement pour produire. Bien sûr, il y a la volonté. Quand tu veux progresser, tu y arrives. Mais pas tout le monde veut progresser, veut s'investir personnellement. Mais si on discute sur qui doit donner ces moyens, c'est à l'Université de le faire, de créer les conditions favorables pour qu'un enseignant puisse travailler pour le bien et pour ce rayonnement. Mais il y a de très grandes frustrations. Moi je n'ai jamais eu de la part de mon université une occasion d'un travail de recherche, d'aller dans une autre université à l'étranger. Tout ce que j'ai pu faire, je l'ai fait sur mes propres moyens. Moi, je peux le faire. Mais la majorité écrasante des enseignants ne peut pas le faire. Maintenant tu as quelques noyaux, à Rabat, à la fac de droit ou des sciences éco, ou à Casablanca, ou dans des écoles. Mais ce ne sont pas ces petits noyaux qui peuvent favoriser la recherche. Je te donne un autre exemple : le ministre de la justice a proposé que l'on fasse une petite formation pour les couples qui veulent se marier. Abdellatif Ouahbi[1] a dit : «Pour faire diminuer le taux de divorces, on va faire une formation pour les couples qui veulent se marier». Je me suis toujours dit : «Si j'avais le pouvoir, je ferais ça ! ». Il y a eu une convention, qui a regroupé le ministère de la Justice,

1. Abdellatif Ouahbi est l'actuel ministre de la Justice du gouvernement Akhnouch (premier ministre). Ce gouvernement, nommé en 2021, est encore en place aujourd'hui, en 2023.

le FNUAP[1] et l'association des Adouls[2] du Maroc. Que veux-tu que le ministère de la Justice, le FNUAP et l'association des Adouls puissent enseigner ? Surtout que ce sont les Adouls qui vont enseigner. Tu as déjà vu la tête d'un Adoul ? Il va lui enseigner quoi ? La religion ? Moi je dis que ça doit être un autre type d'enseignement. Moi je suis conseillère conjugale depuis des années. Je pense maitriser un peu le sujet. J'ai fait beaucoup d'enquêtes sur les couples. Je pense avoir une petite expertise. Et je me suis dit : «Attends, on va dépenser un argent fou et ça va être un flop : je vais essayer de m'investir». J'ai appelé le secrétariat du ministère de la Justice. J'ai expliqué pourquoi je voulais voir le ministre. Ça fait déjà deux mois. J'ai appelé une dame du FNUAP : «Je veux voir l'équipe, parce que j'ai une expertise. Je vais vous proposer une formation des formateurs gratuitement». Pas de réponse. J'ai contacté l'association des Adouls en disant que je suis disposée à mettre à leur disposition mon expertise gratuite pour former les formateurs : «Je vous fais moi-même la boite à outils». Ça fait près de deux mois ; je n'ai eu aucune réponse. A ce moment-là qu'est-ce que tu fais ? Tu lâches. Ils auraient pu m'accorder le bénéfice du doute si c'étaient des gens qui voulaient mettre en place un programme adapté : je voulais proposer de faire le programme pour former les formateurs, faire des groupes pilotes, ramener des gens, voir le résultat, son impact. Je vais prendre des couples qui viennent de se marier, moins d'un an. Leur faire cette formation et on les voit au bout de six mois. Rien ! En somme, pas de sollicitations de la part de l'Etat et pas d'aide au sein de l'université. Je t'ai répondu je crois !

1. UNFPA Morocco (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour la Population.
2. Un *adoul* est un notaire de droit islamique.